

Nouvelle polémique sur les bus diesel

LA TROISIÈME VAGUE du plan de renfort des bus qui doit bénéficier à 39 lignes en Île-de-France a été votée hier par le Syndicat des transports d'Île-de-France (Stif), présidé par Jean-Paul Huchon (PS). Mais les socialistes parisiens n'ont pas pris part au vote et les écologistes ont voté contre cette nouvelle commande de bus diesel.

« Nous avons prononcé en décembre 2012 un voeu adopté à l'unanimité pour mettre fin au diesel », rappelle Christophe Nadjovski (EELV), adjoint aux transports à Paris. Nous refusons de cautionner une région à deux vitesses, où les Parisiens vont bénéficier de bus hybrides (NDLR : il y en aura 600 en circulation d'ici 2017) et/ou électriques, et où les banlieusards continueront au diesel. »

« Entre un renfort immédiat avec des bus diesel et un renfort ultérieur avec des bus sans diesel, nous avons choisi le pragmatisme », répond Philippe Sainsard (PS), selon qui « les industriels ne sont pas encore prêts » à produire des bus « propres ».

« Faux ! », réplique Christophe Nadjovski. Il n'y avait qu'à se rendre au Salon des transports publics en juin pour se rendre compte que les industriels sont prêts... »

« Nous avons choisi le pragmatisme. Les industriels ne sont pas encore prêts [à produire des bus propres] »

Philippe Sainsard (PS)



Alors qu'il s'était engagé en 2012 à mettre fin à l'utilisation du diesel, le Syndicat des transports d'Île-de-France a voté hier une commande de véhicules qui rouleront avec ce carburant très polluant. (LP/Aurélie Foulon)

Les élus UMP ont, de leur côté, voté en faveur de ce renfort de bus diesel, alors que deux mois plus tôt, la maire du XVII^e, Brigitte Kuster (UMP), dénonçait « l'absence de volonté réelle de la majorité de gauche de sortir du diesel » au moment où le Stif achetait 42 bus au gazole pour renforcer le réseau. « Nous nous sommes résignés à commander des bus au die-

sel parce qu'ils doivent être mis en service dans un mois et qu'il n'y avait pas d'autre solution. Et mieux vaut des bus qui polluent un peu (Euro6) que garder des bus qui polluent beaucoup (Euro3) », justifie-t-on dans l'entourage de Valérie Pécresse.

S'il suppose que « dans les prochains jours, on va prendre des coups, je suis persuadé que dans quelques semaines, nous nous féliciterons d'avoir voté contre », confie Pierre Serne (EELV), vice-président du conseil régional chargé des transports. GRÉGORY PLESSE